

ÉDITO

Et maintenant ?

Par **Alexandre Medvedowsky**



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986).

Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors

président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

La réélection d'Emmanuel Macron passée, notre pays entre dans une séquence intéressante où il est bon de trier les vrais sujets de l'écume des choses.

Première écume...la campagne, orchestrée habilement par Jean Luc Mélenchon et la France Insoumise, d'un hypothétique troisième tour où le perdant du premier tour de la Présidentielle pourrait prendre une revanche lors des élections législatives et se faire ainsi désigner par un vote populaire comme Premier ministre. Cette hypothèse aura permis à la France Insoumise d'occuper dans ce début de campagne législative le terrain médiatique, de contraindre EELV, ce qu'il reste du Parti socialiste et le Parti communiste, de venir à Canossa, passant d'une campagne présidentielle de premier tour très agressive contre Jean Luc Mélenchon à un alignement sur un programme qui ne correspond que très marginalement à leurs propositions politiques.

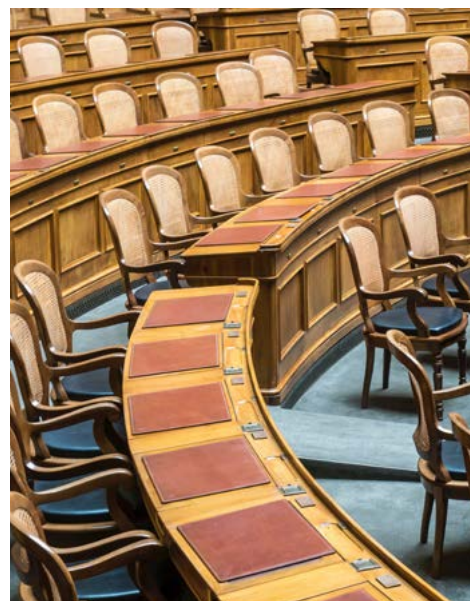
Il n'en demeure pas moins que cet épisode en restera au stade de l'habileté politique et de la communication.

D'abord parce que les institutions de la Vème République ne le permettent pas facilement, encore moins depuis la réduction à 5 ans du mandat présidentiel et l'inversion du calendrier électoral. L'élection législative intervient dans la foulée de l'élection présidentielle et le mode de scrutin majoritaire favorise le camp du Président nouvellement élu. La dynamique est de son côté et il faudrait des bou-

leversements invraisemblables pour qu'il n'en soit pas ainsi. On pouvait avoir une petite crainte que cette dynamique naturelle soit moins forte en raison du délai de deux mois séparant présidentielle et législative, mais en définitive les institutions sont plus fortes que l'écume des choses. Emmanuel Macron et les formations politiques qui le soutiennent auront vraisemblablement une majorité claire à l'Assemblée nationale.

Il existe par ailleurs une autre raison : c'est que trop d'habileté et d'autosuffisance peuvent se retourner contre leur auteur. À trop personifier son combat, la France Insoumise organise une sorte de référendum pour ou contre Jean Luc Mélenchon Premier Ministre. Et il n'est pas sûr que cette question serve en définitive les intérêts de la Nupes (quel nom bizarre !). Le fait de se sentir trop sûr de soi et dominateur dans des négociations aboutit en plus à créer de la frustration et des dissidences, alors qu'un peu de rondeur et de respect des autres n'auraient pas fait de mal.

Il y a dans l'actualité du moment une deuxième écume à souligner, c'est le temps passé par Emmanuel Macron à choisir un Premier ministre



et à former un nouveau gouvernement. La presse et les commentateurs s'en donnent à cœur joie, lui reprochant lenteurs et tergiversations, oubliant que le Président est maître de l'horloge et « qu'il faut laisser du temps au temps » pour reprendre ce titre d'un recueil de citations de François Mitterrand.

La difficulté à trouver la bonne personne au bon moment est sans doute réelle. Mais le temps qui passe permet surtout d'occuper cette longue période de deux mois. La désignation du nouveau Premier ministre, qui devrait intervenir ces jours prochains, soit un mois avant l'élection législative, devrait donner un nouveau souffle à la dynamique présidentielle.

Au moment où j'écris ces lignes, le nom du Premier ministre n'est pas encore connu. Peut-être le sera-t-il dans les jours qui viennent. Après avoir détruit en 2017 et dans son quinquennat successivement la gauche de gouvernement puis la droite républicaine, il ne reste plus grand chose à détruire... Le choix du nouveau ou plutôt de la nouvelle Premier ministre ne sera donc pas un choix qui relève cette fois de l'habileté politique. Nous ne sommes plus dans l'écume des choses mais bien dans les décisions fortes qui incombent au nouveau Président pour impulser son deuxième mandat.

À cet égard, quatre sujets principaux paraissent au cœur des enjeux de ce nouveau quinquennat.

Le premier, c'est de répondre aux aspirations des Français. Plus de justice sociale, de meilleurs salaires, une équité territoriale plus forte qui implique un accès égal aux services publics, le refus d'un État central et uniforme décidant de tout, une sécurité dans la vie quotidienne, une République présente partout, des politiques publiques respectueuses de notre environnement et inscrites dans la lutte contre le réchauffement climatique. Chacun de ces sujets a contribué aux votes des extrêmes aux premier et au second tours de la présidentielle. Le choix d'un ou d'une Premier ministre et la composition du futur gouvernement seront révélateurs de la volonté et de la capacité d'y répondre : moins de parisiens et plus d'élus des territoires, moins technocratiques et plus politiques. Une tête probablement plus à gauche que son prédécesseur.

Le second enjeu est à coup sûr d'engager une véritable réforme des procédures démocratiques. La Vème République est au bout de son histoire. Elle montre tous les jours combien ses auteurs ont réussi parfaitement ce qu'ils souhaitaient, c'est à dire amener de la stabilité dans nos institutions. Mais elle génère aujourd'hui trop d'exclusions, trop de frustrations. La démocratie représentative fonctionne mal. Emmanuel Macron avait construit une partie de son discours en 2017 autour de ce constat. Mais rien n'a fondamentalement changé en 5 ans. Le Président doit cette fois prendre le taureau par les cornes et redonner confiance et souffle dans les institutions et les corps intermédiaires : représentation des minorités, démocratie sociale, développement de l'usage du référendum ou référendums d'initiatives populaires, vote électronique, ... Les pistes sont nombreuses. Elles doivent maintenant se traduire par une vraie réforme. C'est aussi grâce à cela qu'Emmanuel Macron fera reculer les extrêmes au cours de son deuxième mandat, engagement qu'il n'a pas pu tenir pendant le premier.

Le troisième enjeu de ce début de mandat, c'est l'Europe. La présidence française de l'Union européenne s'achève fin juin...déjà...Emmanuel Macron n'aura pu en tirer profit comme il l'aurait souhaité, occupé par la gestion de la guerre en Ukraine. Mais il va falloir enchaîner vite : sécurité collective sur notre continent, politique de défense européenne, politique européenne de l'Énergie et lutte contre le réchauffement climatique, souveraineté stratégique, industrielle, technologique, agricole et agroalimentaire de l'Europe. Les enjeux ne manquent pas et bien des actions ont été lancées. La prise de conscience des peuples de l'Union Européenne de notre fragilité face à la guerre et de la force que peut représenter notre Union créent des opportunités nouvelles pour avancer. Nous avons besoin évidemment, contrairement aux délires de Marine Le Pen, du couple franco-allemand comme moteur. Mais il faut aussi mieux entendre les désirs des peuples des pays de l'Europe de l'Est, ceux qui font partie intégrante de l'Union européenne mais aussi ceux qui sont à nos frontières, sous la menace de la grande Russie, et qui aspirent à des accords d'association avec l'Union européenne, à défaut d'obtenir de meilleurs gages. Il faut enfin entendre les vœux des pays du pourtour sud de la Méditerranée qui veulent être partenaires de l'Europe plus que de la Chine, de la Russie ou des USA, à la condition que l'on bâtisse ensemble ces partena-

riats et qu'on leur permette à travers cela de bâtir, chez eux de vraies filières créatrices d'emplois et de valeurs.

Le quatrième sujet majeur de ce début de quinquennat est le sujet, peu ou mal abordé, de l'influence de la France dans le Monde. Elle décline indéniablement depuis de nombreuses années, présidence après présidence. Emmanuel Macron doit, quoi qu'il en coûte, impulser et coordonner des politiques publiques visant à stopper ce déclin. Politique éducative à travers les lycées français et l'accès à nos universités pour les étudiants étrangers, utilisation intelligente des outils d'informations publics et privés tournés vers l'international (TV5, France 24, RFI, Canal+, agence de presse ...), politiques coordonnées à travers l'aide au développement et la mise en place de fondations caritatives, actions concertées de l'État avec nos entreprises les plus tournées vers l'international pour défendre partout nos intérêts stratégiques, réinvestissement dans la francophonie et ses organismes, présence plus active dans les organisations internationales qui édifient des normes, développement des stratégies de conseils aux États et aux gouvernements par la mise à disposition d'experts. Les axes sont souvent connus, jamais déclinés de façon méthodique, et sans aucune coordination. C'est un enjeu majeur de ce quinquennat et notre rôle sera de le rappeler ●

REGARD D'EXPERTS

Comment comprendre la position chinoise sur l'Ukraine ?

Par **André Chieng**



André CHIENG, né en 1953 à Marseille de parents chinois, est un ancien élève de l'école Polytechnique. En 1988 il devient Président de l'Asiatique Européenne de Commerce (AEC), et en 2001, décide de s'installer à Pékin. Il est conseiller de la province du Hebei, membre d'honneur du Conseil chinois pour la promotion du Commerce International et vice-président du Comité France-Chine. Par ses fonctions, et son expertise reconnue dans les milieux d'affaires français et chinois, André CHIENG joue un rôle de premier plan dans les échanges économiques entre l'Europe et la Chine. Il a également publié plusieurs ouvrages sur la Chine, notamment *La pratique de la Chine*, en compagnie de François Jullien, en 2006 aux éditions Grasset. André CHIENG est chevalier de la Légion d'honneur.

Henry Kissinger raconte qu'il reçut un jour un message de Zhou Enlai demandant à le rencontrer urgemment. Son agenda était particulièrement chargé et il dut faire un gros effort pour que cette rencontre eût lieu lors d'un voyage qu'il devait effectuer en Asie. L'entretien lui laissa un sentiment d'étonnement : les questions abordées ne justifiaient pas un pareil bouleversement d'agenda. Ce n'est qu'après qu'il en comprit le sens : la Chine et l'Union soviétique étaient alors en crise grave et la Chine était convaincue que l'URSS allait l'attaquer de façon préventive. Lors de la rencontre avec Kissinger, le sujet ne fut pas abordé mais le fait que cette rencontre eut lieu, que les Soviétiques en eurent connaissance sans en savoir la teneur, les dissuada de lancer l'attaque contre la Chine, dans l'incertitude où ils étaient d'un éventuel accord secret entre la Chine et les Etats-Unis en cas de conflit sino-soviétique. Pour les Chinois constatant l'extension continue de l'OTAN dans l'ex-bloc de l'Est après la chute de l'Union soviétique, inquiets eux-mêmes des manœuvres d'encerclement (QUAD, AUKUS...) de leur pays par les Etats-Unis, une réaction de la Russie était compréhensible et la déclaration de Biden d'une



non-intervention des Etats-Unis en cas de guerre en Ukraine était quasiment un blanc-seing donné à Poutine. Les Etats-Unis en retirent des avantages substantiels : réaffirmation de leur leadership sur les pays occidentaux parfois tentés de s'en affranchir, vente de leur gaz de schiste, boom de leur industrie d'armement...ils gagnent sur tous les tableaux !

Mais il ne faudrait pas en conclure pour autant que les Chinois approuvent l'intervention russe. En réalité, la Chine a de fortes raisons de s'y opposer, à commencer par le principe absolu de l'intangibilité des frontières. Il faut en comprendre la portée, bien plus importante pour la Chine que pour d'autres pays. C'est en effet ce principe qui garantit l'unité de la Chine sur le plan international avec notamment le Tibet et le Xinjiang, peuplés majoritairement d'ethnies religieusement, culturellement, linguistiquement...différentes des Han. Mais internationalement, nul ne remet en question l'appartenance de ces deux régions à la Chine en vertu de l'intangibilité des frontières. C'est aussi ce principe qui pose la base de la réunification de Taiwan : un paragraphe du fameux communiqué de Shanghai concluant la visite de Nixon en Chine en 1972 : il n'y a qu'une seule Chine et Taiwan en fait partie. Rien n'est plus important dans la diplomatie chinoise !

La Chine n'a pas manqué de rappeler ce principe à propos de l'Ukraine et la violation par la Russie de frontières internationalement reconnues est en opposition flagrante avec ce que défend la Chine. Pourquoi a-t-elle donc pris une position apparemment favorable à la Russie ? Est-ce l'amitié indéfectible sino-russe ? On sait bien qu'elle est circonstancielle. Il faut relire l'histoire. Pour beaucoup, le siècle d'humiliation de la Chine s'est achevé en 1997 par la restitution de Hong-Kong, dernier vestige d'une occupation étrangère de territoire chinois par les anciennes puissances coloniales. C'est faux. Tout une partie de la Sibérie, représentant environ 1,5 millions de km², était auparavant territoire chinois avant d'être annexée par l'empire des tsars et le symbole n'en est autre que Vladivostok, anciennement Haishenwai. La Chine a renoncé à réclamer ces territoires, mais on n'efface pas une réalité historique.

Revenons à Kissinger. Celui-ci se réfère à une citation de Bismarck pour dire que dans un jeu à trois, mieux vaut être dans le groupe de deux ! La Chine se trouve confrontée à une vague anti-chinoise américaine dont on voit bien que c'est un des rares sujets de consensus entre démocrates et républicains, Donald Trump et Joseph Biden, ce qui rend un rapprochement avec les Etats-Unis improbable ! Internationalement, la plus grande hantise chinoise serait une alliance avouée ou tacite entre Etats-Unis et Russie, ce qu'elle a pu craindre lors de la rencontre entre Poutine et Trump à Helsinki en 2018, renversant la quasi-alliance américano-chinoise d'antan. Pour la Chine, cette réalité géopolitique, bien plus que l'idéologie ou une alliance entre dictatures contre les démocraties, fait que malgré ses réticences, tout en proclamant sa neutralité, elle donne l'impression de pencher plutôt pour le camp russe.

Cette position chinoise est-elle profondément ancrée ?

L'Union européenne souhaiterait la changer, en agitant notamment la menace d'un embargo sur les produits chinois. Ce n'est pas forcément la meilleure méthode. D'une part, la Chine a horreur qu'on fasse pression sur elle. D'autre part, la crédibilité de la menace elle-même laisse à désirer. Les Etats-Unis qui sont en guerre économique avec la Chine depuis quatre ans n'ont réussi qu'à creuser davantage leur déficit commercial, notamment avec la Chine ! Mais surtout, ce n'est peut-être pas nécessaire.

D'abord, il faut constater que si la Chine est proche de la Russie, elle ne manifeste aucune hostilité envers l'Ukraine. Le sentiment dominant serait plutôt que le peuple ukrainien est victime collatérale d'un conflit russo-américain. Ensuite, il faut reconnaître l'écart entre le discours et les faits. Si dans les premiers jours du conflit, l'information officielle chinoise a repris tout le vocabulaire russe (opération militaire spéciale...) dans les faits, la Chine n'a pas beaucoup bougé. Elle n'a pas profité de l'occasion pour augmenter son commerce avec la Russie, contrairement à des pays comme l'Inde, bien moins critiquée que la Chine, qui ont augmenté leurs achats d'énergie à la Russie. L'ironie est que la Chine, supposée alliée de Moscou, lui achète

encore aujourd'hui bien moins de pétrole et de gaz que l'Union européenne qui ne parle que d'embargo ! Enfin, un changement subtil est en train d'opérer. Alors qu'au début de la guerre, le journal télévisé de 19h00 ne rapportait que l'information russe, depuis fin avril, il s'est mis à rapporter aussi celle provenant du côté ukrainien. Le vocabulaire a aussi évolué : on ne dit plus « opération militaire spéciale » mais « conflit russo-ukrainien ». Le 30 avril dernier, l'agence Chine Nouvelle a publié un article qui a attiré l'attention. Il s'agissait d'une interview faite par un journaliste de l'agence auprès du ministre ukrainien des Affaires Etrangères, Dmytro Kuleba. Ce dernier indique qu'il espère que la Chine puisse faire pression sur la Russie pour un cessez-le-feu et qu'elle pourrait, au même titre que d'autres membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, se porter garante de la sécurité de l'Ukraine. Dans son interview, il mentionne à trois reprises l'invasion russe, expression reproduite dans le texte chinois. Que l'agence d'information officielle chinoise laisse la parole à un ministre ukrainien est déjà en soit un événement. Qu'elle laisse passer des éléments importants de la phraseologie ukrainienne est encore moins anodin.

Quelles sont les raisons de cette évolution encore mineure de la position de la Chine ? Jusqu'où ira-t-elle ? Il est trop tôt pour le dire, mais il ne faudrait pas non plus en nier l'existence ●



REGARD D'EXPERT

Le phénomène Alcaraz sur Twitter : jeu, set et match

Par **Charlotte Pamart**



Diplômée d'un Master 2 de Recherche en Histoire et Relations Internationales à Paris IV Sorbonne, Charlotte a été consultante en veille réputationnelle au sein de Publicis Consultants. Elle y a appréhendé les enjeux de problématiques corporate en travaillant pour le compte de grands groupes du CAC 40 et des institutions étatiques et publiques. Charlotte a rejoint Antidox en 2021 au sein de l'équipe de veilleurs et analystes numériques.

« Carlos Alcaraz est le meilleur joueur du monde et est définitivement l'un des grands favoris » pour Roland-Garros. Malgré sa défaite en demi-finale au tournoi de tennis de Madrid, le numéro 1 mondial, Novak Djokovic, ne tarit pas d'éloge sur celui contre qui il vient de perdre. Dimanche dernier, le prodige espagnol a réussi à se faire une place de choix au sommet du tennis mondial. Déjà victorieux de trois titres en 2022 avant Madrid, dont le Masters 1000 de Miami, son triomphe dans la capitale ibérique est exceptionnel à bien des égards. Il y a battu successivement Rafael Nadal, Novak Djokovic et le tenant du titre Alexander Zverev en finale. Surtout, il devient le premier joueur à prendre le meilleur sur « Rafa » et « Djoko » dans un même tournoi sur terre battue. A tout juste 19 ans. Un exploit qui a fait vibrer les internautes des quatre coins du monde sur Twitter.

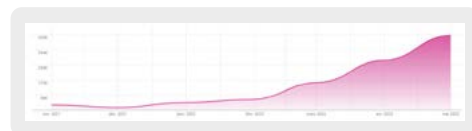
Sur Twitter, les mentions de Carlos Alcaraz s'accroissent à mesure de ses exploits tennistiques.

Roger Federer éloigné des courts depuis de nombreux mois, voire des années, Twitter a pour habitude de s'emballer des performances inter et extra-tennistiques de Rafael Nadal et Novak Djokovic, ces derniers disposant d'une communauté solide sur la plateforme : respectivement 15,7M et 9M abonnés. Mais depuis fin-mars et son éclosion aux yeux du grand public à Miami, les conversa-

tions autour de Carlos Alcaraz sont celles qui, dans le milieu tennistique, suscitent le plus fort taux d'engagement (retweets, likes et commentaires). Comme un symbole de son ascension irrésistible. Les posts citant Carlos Alcaraz ont ainsi généré 4,7M engagements quand ceux mentionnant Nadal et Djokovic comptabilisent respectivement 4,5M et 3,2M interactions. Ce, alors que le jeune Espagnol ne compte « que » 205,9K abonnés.

Sur Twitter, le phénomène « Alcaraz » ne se résume pas à Madrid. Son succès au Masters 1000 apparaît comme une sorte d'accomplissement d'une dynamique entamée depuis l'automne dernier et qui s'est nettement accélérée au cours du printemps. Sur les six derniers mois, on relève ainsi 1M de retombées le mentionnant.

Evolution des retombées liées à Carlos Alcaraz sur



les six derniers mois sur Twitter (source : Quicksearch)

Mais c'est bien sa victoire dans la capitale espagnole qui l'a fait entrer dans une nouvelle dimension conversationnelle. En une semaine, 357,4K mentions le concernant ont été identifiées sur Twitter. Surtout, il a su mobiliser nombre de communautés extérieures à la sphère tennistique, dithyrambiques à son égard.

Madrid scelle l'avènement d'un phénomène du tennis et augure les prémices d'une star sportive.

Que la sphère tennistique s'enthousiasme du prodige espagnol sur Twitter, ce n'est pas étonnant au vu de sa précocité et de ses succès face aux plus grands. Le numéro 1 mondial est le premier à le reconnaître.



Faits plus singuliers, c'est l'emballement sur Twitter des communautés extra-tennistiques, alors que Carlos Alcaraz n'a pas – encore – remporté de tournois du Grand Chelem, le graal dans le milieu. Car Madrid ou Miami ne restent « que » des Masters 1000. Malgré tout, le tennisman a reçu l'assentiment de nombre de clubs et célébrités sportifs – le Real Madrid, Pau Gasol ou Marc Márquez pour ne citer qu'eux. Mais également de stars de la chanson, tel qu'Enrique Iglesias. Ou encore de personnalités politiques espagnoles de premier plan, dont Pedro Sánchez, président du gouvernement d'Espagne depuis 2018.

Qu'en adviendra-t-il s'il remporte Roland Garros, dont bon nombre de pronostiqueurs le placent en favori ?

Twitter ne s'y trompe d'ailleurs pas : la semaine dernière, 6,1K mentions l'ont associé au tournoi parisien et la majorité des internautes le voient remporter la Coupe des Mousquetaires. Et qu'importe son résultat à Paris dans quelques semaines, le phénomène Alcaraz est déjà positionné sur Twitter comme la future star de la balle jaune. Les com-

paraisons avec le recordman de victoires en Grand Chelem, Rafael Nadal, font florès : sur les 6 derniers mois, le quart des mentions liées au jeune tennisman est associé à son illustre compatriote (249,5K retombées sur les 1M mentions citant Alcaraz).

Après « l'ère » Federer-Nadal-Djokovic, assistera-t-on à un rééquilibrage des débats en haut du tennis mondial ? Twitter a tranché et va dans ce sens. Mais si Alcaraz a gagné ses galons sur la plateforme, il lui reste à convaincre le grand public sur les courts de tennis. Prochaine étape avec le public parisien, souvent acquis à la cause d'un certain Rafael Nadal ●



REGARD D'EXPERT

L'Ukraine se repose sur les réseaux sociaux pour tenter d'identifier les soldats russes tués sur son sol

Par Julien Malbreil



Julien Malbreil débute sa carrière à la Mairie de Paris, où il fut d'abord en charge des relations avec les élus, avant de s'impliquer dans la communication externe. Il rejoint en 2000 la start-up

Election.com pour assurer son développement commercial et apporte son expertise pour permettre l'évolution législative en matière de vote par internet. Parallèlement, il devient journaliste indépendant spécialisé dans les nouvelles technologies au sein de l'agence Techno-Chroniqueurs Associés. Il écrit pour différents titres de la presse spécialisée comme généraliste sur des sujets aussi variés que l'informatique, la biologie, les transports, le bâtiment ou encore l'environnement. Il rejoint ensuite Election Europe et contribue à faire du vote par internet un outil répandu au service des plus grandes entreprises françaises. Diplômé de Sciences-Po, il est titulaire d'un DEA en droit international public.

bataille de communication que cette initiative recouvre.

Les réseaux sociaux utilisés pour l'identification des soldats russes

Le logiciel américain Clearview AI est effectivement utilisé gratuitement par la police et le ministère de la Défense ukrainiens dans ce travail d'identification des corps de soldats. Il permet l'analyse de milliards d'images des réseaux sociaux pour créer un moteur de recherche de visages. C'est ainsi que plusieurs milliers de recherches auraient ainsi été menées par les autorités ukrainiennes. Un outil intéressant puisque 10% de la base de données de Clearview provient d'images issues du réseau social russe Vkontakt. En rapprochant les photos prises des soldats décédés avec celles figurant sur le réseau social russe ou sur Instagram, très populaire en Russie, il deviendrait possible de retrouver l'identité d'un combattant mais également d'informer ses contacts de son destin tragique. Cet outil aurait aussi pu être utilisé aux checkpoints militaires pour prévenir l'infiltration de soldats russes. Avec le développement de ce que l'on appelle l'OSINT (Open Source Intelligence), c'est-à-dire le renseignement en sources ouvertes, certains services de reconnaissance faciale, tel que FindClone, sont même accessibles au grand public. De quoi théoriquement développer cette pratique, même si le rapprochement fiable avec des banques d'images n'a rien d'évident.

A l'origine, les réseaux sociaux constituaient un moyen privilégié pour retrouver de vieilles connaissances perdues de vue. La popularité de Facebook en a fait la plateforme favorite de ce type de recherche. Avec l'aide de logiciels de reconnaissance faciale, ils peuvent être aussi utilisés pour identifier des visages captés par des caméras. C'est la naissance d'un big brother numérique dont les applications dans les pays autoritaires peuvent susciter de grandes craintes. Mais la guerre en Ukraine inaugure une nouvelle fonction dévolue aux réseaux sociaux : ils permettraient aux autorités ukrainiennes d'identifier les soldats tués sur le champ de bataille et de contacter leurs proches. Dans cette affaire, il convient d'analyser ce qui est possible techniquement avant d'explorer la

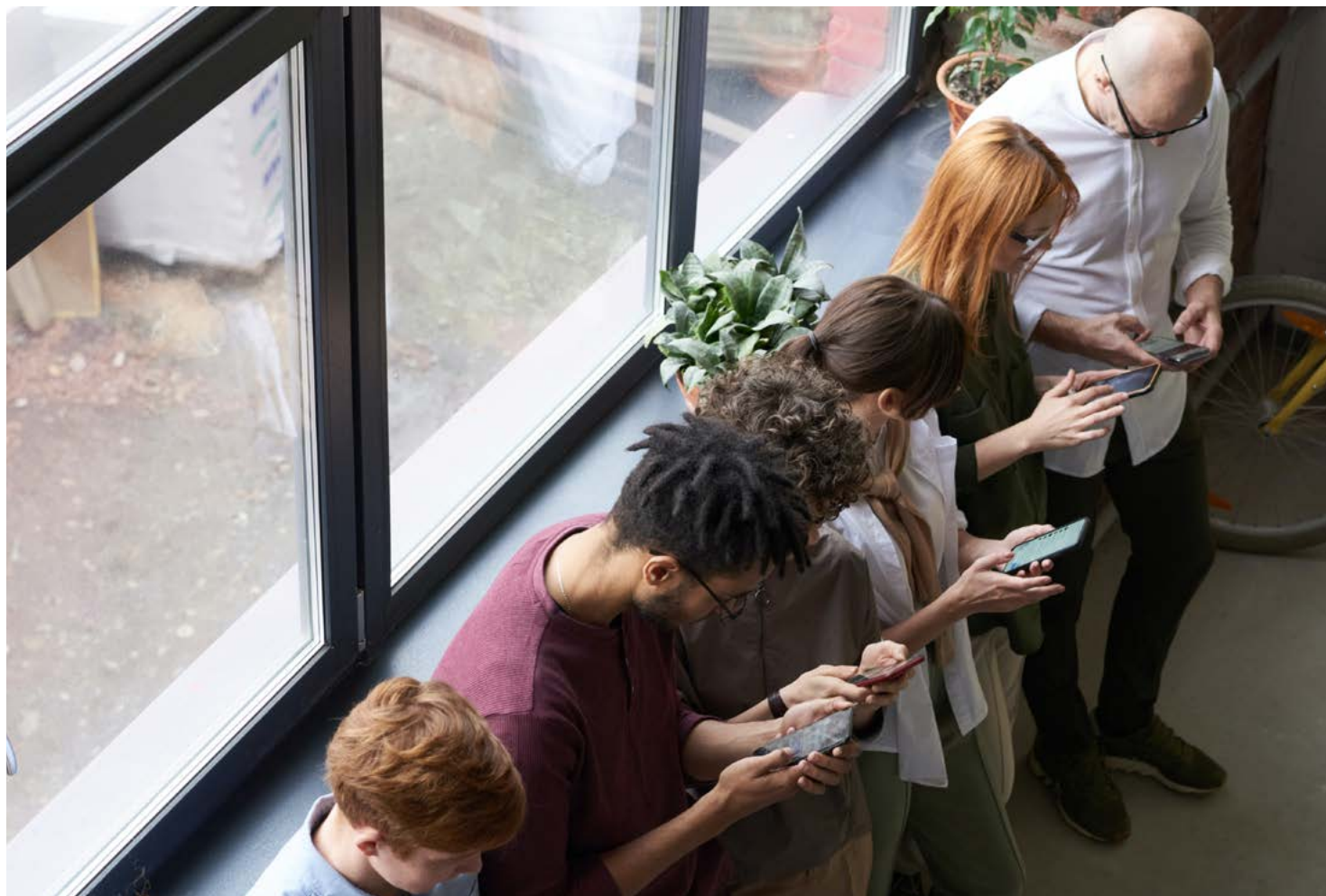
Une pratique efficace qui n'est pas sans dangers

Au-delà de sa stricte utilité dans l'identification des corps, l'usage de Clearview AI ou des autres logiciels disponibles sur le Web offre aussi la possibilité de contrer la propagande russe qui a longtemps minimisé le nombre de soldats morts en Ukraine. Montrer la réalité des conséquences de la guerre pourrait aussi selon les dirigeants de l'éditeur américain faire naître un mouvement de protestation au sein de la société russe et contourner l'information officielle fournie par les services du Kremlin. Pourtant les risques de systématiser l'usage de la reconnaissance faciale en s'appuyant sur des données issues des réseaux sociaux s'avèrent importants. Il y a d'abord la possibilité d'erreur, le logiciel confondant un visage avec un autre. Une probabilité d'autant plus importante

que les photos issues des réseaux sociaux s'avèrent souvent de mauvaise qualité, ou contextualisées (visages masqués par des lunettes de soleil, une casquette etc). S'il s'agit de véhiculer une propagande au service de Kiev, il semble également illusoire d'espérer soulever la population russe avec de telles méthodes. Au contraire, la violence des images montrées peut exacerber le ressentiment des citoyens russes abreuvés depuis plusieurs années d'un discours présentant l'Ukraine comme un repère de néonazis. Enfin il apparaît juridiquement problématique d'utiliser des comptes personnels pour en extraire des informations, quand bien même serait-ce pour la bonne cause. Ainsi cette technique d'identification doit être considérée comme complexe et relève clairement dans le cas présent d'une habile communication de Clearview et des autorités ukrainiennes.

Les plateformes confrontées à la gestion de l'information dans un contexte de conflit armé

Plus largement cette affaire pose la question du traitement par les réseaux sociaux de la guerre en Ukraine et de leur utilisation par les belligérants. Facebook a étonné en édictant des règles de modération plus souples, avant de faire marche arrière. Preuve de tâtonnement dans la gestion des informations sur le conflit en cours avec le risque de donner de l'ampleur à une propagande qui est un des volets de la guerre elle-même. Un rapport¹ de l'Observatoire des médias sociaux (oSoMe) de l'Université de l'Indiana montre que les créations de comptes Twitter ont triplé le jour où la Russie a envahi l'Ukraine, preuve de l'instrumentalisation des grands réseaux pour appuyer des actions de propagande ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.